



## **ASIE/THAÏLANDE - Après le coup d'Etat, Evêques et responsables religieux prêts à jouer les médiateurs entre les parties en lutte**

Bangkok (Agence Fides) – Les Evêques et les autres responsables religieux de Thaïlande auront un rôle et offriront leur contribution afin d'assurer la médiation entre les factions en lutte et de trouver une solution politique à la crise. C'est ce que déclare à l'Agence Fides, au lendemain de la prise de pouvoir de la part des militaires, S.Exc. Mgr Joseph Chusak Sirisut, Evêque de Nakhon Ratchasima, dans le nord-est de la Thaïlande et Président des Commissions épiscopales pour le dialogue interreligieux et pour les missions. L'Evêque explique qu'après la proclamation de la loi martiale, un coup d'Etat militaire « souple, sans effusion de sang » a eu lieu. « Depuis plus de six mois – indique-t-il à Fides – il existait une situation grave d'instabilité et de lutte entre les deux factions, qui se sont souvent confrontées y compris de manière violente. Il semblait n'y avoir aucune porte de sortie et tout le pays en souffrait. L'intervention des militaires sert essentiellement à rétablir la paix. La population l'a acceptée non pas comme quelque chose de négatif mais elle en est presque soulagée après tant de tension ».

L'Evêque ajoute : « Au cours des prochaines semaines, il faudra trouver une porte de sortie plausible pour le pays afin de mettre un terme à cette impasse. Nous savons qu'un coup d'Etat est toujours considéré de manière négative au niveau international. Le peuple thaï nourrit un profond désir de paix, de justice, de transparence, de lutte contre la corruption ». Dans le cadre de cette phase délicate, la contribution des responsables religieux peut être cruciale : « En tant qu'Eglise catholique – poursuit Mgr Sirisut – nous avons pris l'initiative et vécu par deux fois, au cours de ces derniers mois, de grands rassemblements interreligieux, en présence de responsables des cinq principales communautés, engagés dans une prière pour la paix intense et solennelle. Nous continuerons à le faire et nous organiserons, dans les prochains jours, un nouveau rassemblement de ce genre. Les responsables spirituels serrent les coudes afin de donner un exemple et d'indiquer une voie de réconciliation à la politique et à l'ensemble de la nation. Nous entendons fournir une contribution significative au bien du pays ».

L'Evêque réaffirme que « les responsables religieux entendent promouvoir une initiative d'arbitrage et de médiation afin d'aider concrètement la réconciliation. Les parties doivent s'asseoir autour d'une table et trouver urgemment une voie partagée afin de sortir de la crise. De la sorte, l'intervention militaire elle-même sera temporaire et il sera possible de reprendre rapidement le processus démocratique. Une fois un accord signé, l'armée quittera la scène et de nouvelles élections seront organisées ».

L'Evêque est convaincu de la bonté de cette feuille de route : « Les responsables politiques devront s'écouter parce que les responsables religieux représentent les souhaits, les espoirs, les désirs, les valeurs de l'ensemble de la population de Thaïlande. Se mettre ensemble et dialoguer est le seul chemin possible. Nous nous engagerons personnellement. Nous sommes convaincus qu'il en est temps : les religions peuvent s'engager. Aux bouddhistes, qui sont parfois sceptiques en ce qui concerne ce type d'actions, nous disons : cela ne signifie pas s'engager activement dans le domaine politique mais aider un processus de dialogue et agir sur la conscience de nos responsables politiques ». Hier, 22 mai, le chef de l'armée thaïe, le Général Prayuth Chan-ocha, a annoncé le coup d'Etat et la suspension de la Constitution, confirmant que les militaires ont pris le contrôle du pays et lanceront les réformes politiques bloquées depuis trop longtemps.

Depuis des mois, la Thaïlande est traversée par une profonde crise politique qui a connu une accélération en décembre 2013 lorsque le Premier Ministre, Yingluck Shinawatra, a dissous le Parlement et convoqué des élections anticipées. Le Premier Ministre a ensuite été destitué par la Cour Suprême pour abus de pouvoir, l'instabilité sociale s'étant à nouveau accrue, au travers de manifestations et d'affrontements dans les rues. (PA) (Agence Fides 23/05/2014)